

1) Les paysans sont exaspérés par le millefeuille normatif. Et ils ne sont pas les seuls.

2) Les hauts fonctionnaires français et européens d'une bureaucratie tentaculaire édictent des normes à
toute vitesse, dans tous les domaines. C'est leur obsession pour justifier leur fonction… pour notre bien.
Incapables probablement de résoudre un problème simple, ils sont là pour faire de gros nœuds à une corde qu'eux seuls pourraient dénouer, sans jamais en étudier les impacts et ni les conséquences de leur diktat.
Toute la France d'en bas en a marre.

3) Ces normes sont cependant des glissières de sécurité pour éviter de penser à droite ou à gauche : il faut rouler droit. Point.
Elles sont confortables pour tous ceux qui sont dépourvus du moindre bon sens.
Nul besoin de réfléchir, il suffit de se référer aux normes.

4) L'archétypique des normes est illustré dans ce documentaire, sur la commune de Chièvres (Belgique). Benoît MOULIN tient des propos irréfutables (entre 19'20 et 26').
Il ignore cependant le principe de précaution : tant pis pour la sécurité publique, il respecte aveuglément les normes en vigueur… même si elles autorisent toutes les intoxications de ses administrés ! L'eau contaminée est potable.

5) Revenons aux moulins et aux étangs :
Le Code de l'environnement exige une obligation de résultats, pas de moyens.
L'administration a exigé de tous les acteurs que les ouvrages devaient être *« mis aux normes »* alors qu'il n'en existe aucune. C'est le summum.
C'est l'arbitraire au cas par cas et des prescriptions au doigt mouillé… toujours en

faveur des espèces piscicoles.

6) Et le poison dans le poisson ?
Les coupables proclamés de la dégradation de la qualité des masses d'eau étant les moulins et les étangs, fussent-ils non responsables, les poissons doivent continuer à nager dans des eaux contaminées perturbant leur
cycle hormonal dans l'attente du *« bon état ».*
Le paradoxe des empoissonnements massifs, provenant de pisciculture aux normes sanitaires strictes, déversés dans un milieu pollué, relèvent de la maltraitance animale.
L'ironie : les agences de l'eau financent les yeux fermés à grands frais, entre autres, des « *restaurations de frayères* » pour des poissons en déclin ou disparus, comme si on pouvait espérer d'un vieux chêne incapable de fructifier qu'il produise des semis.
C'est de la croyance sans science qui coute cher.

Nous sommes bien dans l'ère du stupidocène.

Au titre de l'argent public et des dépenses nuisibles, ce n'est franchement pas bien grave : nos enfants rembourseront.
Au titre de la continuité écologique, nous ne sommes plus à quelques milliards près, sans résultat significatif, donc autant continuer à dépenser.
Mais le sujet de la santé publique mériterait accessoirement que l'homme soit prioritaire ?

Au stupidocène, les normes permettent de bafouer le principe de précaution.